



Créteil, le 20 mars 2013

Monsieur le Directeur général,

Nous sommes en contact quotidien et permanent avec la réalité économique et sociale du pays. Celle-ci est très dégradée et s'exprime donc parfois durement.

Ainsi, la charge de travail a augmentée de façon spectaculaire : chaque année, de plus en plus d'usagers se rendent ou contactent nos services, mais nous sommes de moins en moins nombreux pour les recevoir. En 10 ans, près de 25 000 postes ont été supprimés dans notre administration, avec plus de 2 000 suppressions supplémentaires en 2013.

Dans le Val de Marne ce sont 450 emplois qui ont disparus en 10 ans essentiellement dans la catégorie C, catégorie qui réalise l'ensemble des tâches de gestion. Il faut ajouter à cela les 50 à 70 postes vacants supportés chaque année par les collègues dans les services.

Conséquence directe : les files d'attente comme les délais de réponses s'allongent, la tension s'accroît, la charge de travail explose et les conditions de travail morales et matérielles se dégradent fortement.

Dans le même temps, Les exigences de nos partenaires du secteur public local deviennent plus pressantes ; la fraude fiscale évolue, elle devient plus complexe et plus importante. Globalement, dans tous les services, la charge de travail augmente, tout comme sa complexité.

Cette réalité est méconnue, elle est pourtant bien réelle dans le Val de Marne comme partout sur le territoire.

Il en va de même du « coût » de notre administration dont on dit parfois qu'elle est « trop chère ». (surtout par rapport au coût de sa masse salariale !!) Tous les travaux menés sur le sujet démontrent le contraire. En effet au regard de ce qui se pratique dans les autres pays occidentaux l'administration des finances publiques française assure seule toutes les missions.

Dans le même temps, et nous le dénonçons pour répondre à ces difficultés, la direction générale met en place une « démarche stratégique » qui vise, sous couvert de simplifications, à l'abandon de pans entiers de missions. Elle se combine avec les projets gouvernementaux de « modernisation de l'action publique » et de l'acte III de la décentralisation qui préconisent la fusion des corps administratifs, le « rapprochement indemnitaire » et de nouveaux transferts de personnels et de services vers les régions aux pouvoirs accrus.

Dans un tel contexte, le réseau est menacé alors que le maillage territorial connaît déjà un recul sans précédent. C'est l'existence même de la DGFIP comme administration nationale à réseau déconcentré qui est, à terme, en cause.

Le Val de Marne n'est pas épargné : alors que vous prétendez à nos représentants nationaux qu'il n'y a pas de plan national de fermetures, notre direction locale a fait le choix de fermer 3 trésoreries de proximité que sont Fontenay, Créteil et le Perreux en 2013 malgré l'opposition des agents, des élus et de la population. Nous vous demandons par conséquent d'annuler ces projets.

Il est aujourd'hui impossible de faire face aux missions que nous devons assumer.

Ces missions sont pourtant centrales et essentielles à la pérennité de l'État républicain : elles sont l'outil permettant de collecter et d'utiliser l'argent public en toute transparence et sécurité. Mais sans moyens suffisants pour la DGFIP, les principes de bonne gestion des finances publiques ne pourront plus être respectés.

La coupe est pleine, il faut donner au service public les moyens de fonctionner pour la satisfaction de tous les usagers.

Le manifeste de l'agent est un cri d'alarme :

- pour se faire entendre, et faire évoluer les choix actuels de la DGFIP ;
- pour reprendre l'expression de nos collègues dans leurs cahiers revendicatifs : trop de chefs et pas assez d'exécutants ;
- une énième enquête sous Ulysse, à quelles fins stratégiques ? Nous souhaitons tous une informatique plus performante, il suffit juste de lui redonner les moyens de fonctionner et de ré-internaliser la maîtrise d'œuvre et d'ouvrage des applications ;
- *Quid* du dialogue social en panne ? Il n'y a aujourd'hui aucune considération personnelle ou collective, aucun respect ;. En témoigne l'attente des arbitrages en matière de promotion. Cette situation inédite est le reflet du peu de considération accordée aux agents par exemple à ceux qui sont dans l'attente de leur promotion.
- l'entretien professionnel mis en place au dépit d'un dialogue social de qualité, est inutile, « chronophage », anxigène et... totalement biaisé par les quotas qui sont imposés ; ce n'est pas ce type de reconnaissance qu'attendent les agents
- pour en finir avec les idées fausses sur les fonctionnaires de « Bercy », nous ne sommes ni des nantis ni des privilégiés, mais des salariés, à forte technicité, attachés à leurs missions et profondément affectés par la détérioration de notre travail ; supportant pour la 3^{ème} année consécutive le gel du point d'indice
- pour attirer solennellement l'attention de l'opinion publique et des pouvoirs publics sur la situation des agents et sur la réalité des services de la DGFIP ;
- pour exiger le maintien du statut général et des statuts particuliers de la DGFIP, garants de l'égalité de traitement des citoyens ;
- pour refuser toute mise en place de corps interministériels comme par exemple dans la sphère informatique ;
- pour obtenir l'amélioration du régime indemnitaire spécifique à la DGFIP, d'un plan de qualification ministériel *a minima* au niveau du plan triennal 2009-2011 et le maintien de l'ensemble des acquis, conquis au fil des luttes dans notre champ professionnel, qui ont permis d'en reconnaître les spécificités ;
- pour demander des moyens humains, juridiques et matériels suffisants, ce qui passe par l'arrêt des suppressions d'emplois, le pourvoi des postes vacants et les créations à hauteur des besoins ;
- pour améliorer rapidement et véritablement les conditions de travail et pour une vraie reconnaissance de l'agent des finances publiques et de ses missions, qui doivent toutes demeurer au sein de la DGFIP ;
- pour la préservation et le renforcement du réseau des Finances Publiques ;
- pour un service public fiscal, foncier et financier de qualité qui réponde véritablement aux besoins de la population et garantissent enfin l'intérêt général.
- pour que vous constatiez par vous-même que l'hôtel des Finances de Créteil est à l'image de notre ministère : en état de délabrement avancé !!!

De votre visite, nous souhaiterions que vous reteniez les difficultés croissantes qui sont vécues par les agents dans l'ensemble des services. Le Val de Marne accueille prochainement le nouveau service de traitement des chèques qui doit fonctionner dès le 2 avril avec 1/3 des emplois affectés au service. Mais aussi, l'accueil du public est pour notre département une vraie question : la sécurité demandée par les agents n'est pas mis en œuvre : par exemple à Boissy les agents demandent une vitre pour se

protéger, elle leur est refusée depuis des mois, la trésorerie de la Habette qui s'installera prochainement dans les locaux de la DDFIP sera le seul poste municipal sans GAHU (le guichet anti hold up)

Les agents des trésoreries hospitalière en particulier, réclament l'anonymat et les exemples sur la détérioration des conditions de travail sont nombreux.

A ces difficultés il faut ajouter la suppression d'une assistante de délégation alors que les besoins en matière d'action sociale sont de plus en plus importants pour les agents du Val de Marne.

Aujourd'hui vous êtes venus pour la mise en œuvre du CICE qui rapportera 20 milliards d'euros aux entreprises sans contre partie aucune pour l'emploi.

Dans le même temps par exemple le budget de fonctionnement de la DDFIP 94 diminue de plus de 20 % .

Pour l'ensemble des agents des Finances publiques du Val-de-Marne,
les secrétaires départementaux de :

Solidaires Finances Publiques 94
David FERREIRA

CGT Finances Publiques 94
Alexis CORTIJOS

FO DGFIP 94
Lysiane LOUIS